



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Lieu des épreuves (pays):

L'ENA deviendra l'INSP à compter du 1^{er} janvier 2022

CYCLES INTERNATIONAUX 2022-2023

TEST DE SPECIALISATION

Administration comparée et gestion publique (ACGP)

DUREE : 1H30

7 pages

NOM
Prénom(s)
Date de naissance
Nationalité
Statut : <i>(fonctionnaire/agent public/étudiant/autre)</i>
Fonction :
Administration/organisme employeur :

Nom du correcteur :

Partie I :

Note sur 8 :

Partie II :

Note sur 12 :

TOTAL sur 20 :

Appréciations et recommandations du correcteur :

PARTIE I

OCM : (16 questions)

1. Qu'est-ce que la présidence tournante de l'Union européenne ?

- La présidence de la Commission européenne est exercée à tour de rôle par chacun des commissaires européens, pour un an ;
- Chaque Etat membre de l'UE préside le Conseil de l'Union européenne à tour de rôle, pour six mois ;
- Dans les instances internationales, l'Union européenne est représentée à tour de rôle par le président de la Commission européenne et par le président du Conseil européen.

2. Le principe de libre administration des collectivités territoriales implique que les collectivités :

- gèrent leur budget librement et peuvent créer de nouveaux impôts ;
- s'administrent librement et disposent d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs compétences ;
- ont la capacité de s'attribuer de nouvelles compétences.

3. Les métropoles :

- sont des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre qui rassemblent plus de 400 000 habitants ;
- désignent des aires urbaines peuplées d'au moins 10 millions d'habitants ;
- regroupent plusieurs EPCI à fiscalité propre, sous réserve que l'un d'entre eux compte plus de 100 000 habitants.

4. Les compétences des départements recouvrent :

- la formation professionnelle, l'entretien des lycées et la gestion des ports et des aéroports ;
- l'aide sociale à l'enfance, l'entretien des collèges et la gestion des services d'incendie et de secours ;
- les politiques environnementales, l'entretien des écoles primaires et la sécurité publique ;

5. Les dépenses des administrations de sécurité sociale (assurance maladie, vieillesse, famille, fonds de solidarité vieillesse et accident du travail) se sont élevées en 2020 au total à :

- 661 milliards d'euros ;
- 18 milliards d'euros ;
- 450 milliards d'euros.

6. Le mécanisme européen de stabilité (MES) est :

- une organisation intergouvernementale traitant de questions relatives à la sécurité en Europe ;
- un dispositif de gestion des crises financières de la zone euro qui permet d'acheter des obligations d'État et de fournir des prêts aux Etats membres ;
- une institution de l'Union européenne qui conseille les Etats membres en matière économique et encourage l'adoption de politiques visant à assurer la stabilité économique et à réduire la vulnérabilité aux crises économiques et financières.

7. Qu'est-ce que le « domaine réservé » du président de la République ?

- Il désigne le rôle prééminent du président de la République en matière militaire et en matière diplomatique ;
- Il désigne le fait que les moyens budgétaires alloués à la présidence de la République ne font pas l'objet de débats parlementaires lors du vote de la loi de finances et ne peuvent faire l'objet d'un contrôle par la Cour des comptes ;
- Il désigne les appartements privés du président de la République au sein du palais de l'Elysée.

8. Qui présidait la « COP 26 » contre le changement climatique en novembre 2021 ?

- la France ;
- le Royaume-Uni ;
- la Chine.

9. Le budget pluriannuel de l'UE pour l'exercice 2021-2027 a été fixé à :

- 100 milliards d'euros ;
- 78,2 milliards d'euros ;
- 1074,3 milliards d'euros.

10. L'article 16 de la Constitution de la Vème République :

- octroie des pouvoirs exceptionnels au président de la République en cas de crise majeure ;
- décrit les prérogatives du Parlement ;
- permet au président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale.

11. Aux termes du règlement Dublin III :

- Plusieurs Etats membres de l'Union européenne peuvent être responsables simultanément du traitement d'une demande d'asile ;
- L'Etat responsable du traitement de la demande d'asile est le premier Etat membre de l'Union européenne par lequel ressortissant d'un pays tiers est entré ou dans lequel il a obtenu un titre de séjour ou dans lequel résident des membres de sa famille ayant sollicité ou obtenu l'asile ;
- Les demandeurs d'asile peuvent être reconduits vers des pays frontaliers des Etats membres de l'Union européenne pour l'examen de leur demande d'asile.

12. Le Sénat :

- assure la représentation des collectivités territoriales de la République et vote la loi ;
- assure la représentation des collectivités territoriales de la République et est doté d'un pouvoir consultatif ;
- est une assemblée de sages dont les membres, choisis pour leur expérience et leur autorité, sont nommés par décret du président de la République.

13. Parmi les institutions suivantes, laquelle n'est pas une autorité administrative indépendante ?

- L'Autorité de sûreté nucléaire ;
- L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé ;
- Le Défenseur des droits.

14. En proportion du PIB, la dette publique française représentait en 2020 :

- 98% ;
- 115%.
- 55%.

15. Quel pays ne fait pas partie de la zone Schengen :

- Norvège ;
- Roumanie ;
- Malte.

16. Les ordonnances sont des actes pris par le Gouvernement :

- afin de mettre en œuvre les lois votées par le Parlement ;
- dans des domaines qui relèvent normalement de la loi, après autorisation du Parlement ;
- pour informer ses services sur les modalités d'application des lois.

Partie II sur 12 points :

Répondez aux 3 questions à réponse courte suivantes en construisant une argumentation Chaque question est notée sur 4 points.

Question 1 : La justice est-elle indépendante ?
